

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 19 november 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waalse Parlement, 303 (2015-2016), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 18 november 2015.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205487]

23 JUILLET 2015. — Accord de coopération relatif à la gratuité des détachements dans les cabinets ministériels entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le protocole d'accord conclu le 28 juin 2000 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française relatif aux détachements à titre gratuit dans les cabinets de leurs exécutifs respectifs des agents de leurs services;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, et plus spécialement par l'article 486 tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, et plus spécialement l'article 108/2 tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2012;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, et plus particulièrement l'article 255 tel que modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2014;

Considérant qu'un accord de coopération relatif à la gratuité des détachements dans les cabinets ministériels du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française a été conclu le 28 octobre 2010 par les autorités compétentes;

Considérant qu'il est dans l'intérêt général et de la continuité des services des différents niveaux de pouvoirs concernés de faciliter une gestion efficace et solidaire de l'ensemble de leurs instances; les agents détachés continuent à servir leur administration par le travail développé au sein des cabinets ministériels, usant de leur expertise, et, de retour dans leur service d'origine, rapportent le fruit de leurs nouvelles connaissances et maîtrise au niveau de leur administration;

Considérant que dans le cadre de leur volonté très clairement affirmée de renforcer leur cohésion et, à cet effet, d'accroître encore les synergies entre leurs actions, les Gouvernements wallon, de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française souhaitent mettre en place un régime complet et cohérent permettant que le détachement de personnel, issu de leurs services respectifs, vers le cabinet d'un membre de l'un des exécutifs concernés puisse se faire à titre gratuit;

Considérant dès lors que c'est à juste titre qu'une collaboration de fait basée sur la gratuité des détachements entre les entités signataires s'est développée dès la formation des Gouvernements;

Considérant que les Ministres des différents Gouvernements des parties signataires ont par conséquent tenu compte de la gratuité des détachements lors de la composition de leur cabinet;

Considérant qu'il s'agit de consolider juridiquement le principe de cohésion défini par les instances gouvernementales et le modèle sur lequel les responsables politiques se sont basés pour assurer une gestion efficace de l'appareil administratif et politique, ceci permettant d'assurer la continuité dans un principe d'utilité publique ainsi que de stabiliser les relations juridiques qui se sont basées sur cette politique;

Considérant le fait que ce principe a déjà été affirmé le 28 octobre 2010 par la conclusion de l'accord de coopération susmentionné et que la volonté des présents Gouvernements est de prendre la date de début de la législature 2014-2019, à savoir le 24 juillet 2014, comme entrée en vigueur de l'accord de coopération;

Considérant que les réglementations des entités signataires du présent accord ont été adaptées pour permettre les détachements à titre gratuit;

Considérant que les Gouvernements des entités signataires souhaitent étendre le régime de détachements à titre gratuit au personnel des organismes d'intérêt public selon les mêmes modalités que celles qui existent actuellement dans les réglementations applicables aux détachements dans les cabinets des membres des Gouvernements concernés;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président, M. Paul Magnette, et en la personne du Ministre de la Fonction publique, M. Christophe Lacroix,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne du Ministre de la Fonction publique, M. André Flahaut,

et

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de sa Présidente, Mme Fadila Laanan, et en la personne de la Ministre de la Fonction publique, Mme Cécile Jodogne,

Ci-après dénommées les parties à l'accord, ont convenu de ce qui suit :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française marquent leur accord sur le détachement à titre gratuit des membres du personnel de leurs Services dans les cabinets des Ministres du Gouvernement et des Membres du Collège à dater de l'entrée en vigueur du présent accord.

Art. 2. Le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française marquent de même leur accord sur le détachement à titre gratuit des membres du personnel de leurs Organismes d'intérêt public respectifs dans les cabinets des Ministres du Gouvernement et des Membres du Collège à dater de l'entrée en vigueur du présent accord.

Art. 3. Les détachements de membres du personnel des Organismes d'intérêt public, en ce compris dans les cabinets des membres du Collège de la Communauté française de la Commission communautaire française, s'opèrent en tenant compte des modalités fixées dans les arrêtés relatifs aux cabinets ministériels.

Art. 4. Le présent accord de coopération produit ses effets au 24 juillet 2014.

Bruxelles, le 23 juillet 2015.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de la Fonction publique,
C. LACROIX

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente,
Mme F. LAANAN

La Ministre de la Fonction publique,
Mme C. JODOGNE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205487]

23 JULI 2015. — Samenwerkingsakkoord betreffende de kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten tussen de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het akkoordprotocol gesloten op 28 juni 2000 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de kosteloze detacheringen van de personeelsleden van hun diensten in de kabinetten van hun respectievelijke executieven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, en meer bepaald artikel 486 zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, en meer bepaald artikel 108/2 zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2012;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, en meer bepaald artikel 255 zoals gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2014;

Overwegende dat een samenwerkingsakkoord betreffende de kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie werd gesloten op 28 oktober 2010 door de bevoegde overheden;

Overwegende dat het in het algemeen belang is en voor de continuïteit van de diensten van de verschillende betrokken beleidsniveaus om een efficiënt en solidair beheer van het geheel van hun instanties te vergemakkelijken; de gedetacheerde ambtenaren blijven hun administratie dienen door het werk dat zij in de ministeriële kabinetten verrichten, waarbij zij hun expertise gebruiken, en, als zij in hun oorspronkelijke dienst terugkomen, kunnen zij de nieuwe kennis en de ervaring die zij hebben verworven in de kabinetten op het niveau van hun administratie gebruiken;

Overwegende dat in het kader van hun duidelijke wil om de cohesie te versterken en, daartoe, de synergieën tussen hun acties nog te verstevigen, de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie een volledig en samenhangend stelsel tot stand wensen te brengen dat de kosteloze detachering zal mogelijk maken van personeel uit hun respectievelijke diensten naar het kabinet van een lid van één van de betrokken executieven;

Overwegende dat derhalve een terechte feitelijke samenwerking op basis van de kosteloze detachering tussen de ondertekenende partijen zich ontwikkeld heeft zodra de Regeringen gevormd werden;

Overwegende dat de Ministers van de verschillende Regeringen van de ondertekenende partijen bijgevolg rekening hebben gehouden met de kosteloze detachering tijdens de samenstelling van hun kabinet;

Overwegende dat het hier gaat om een juridische versterking van het cohesie begrip bepaald door de regeringsinstanties en van het model waarop de politieke verantwoordelijken zich hebben gebaseerd om een efficiënt beheer van het administratief en politiek apparaat te verzekeren, waarbij de continuïteit wordt verzekerd volgens een principe van openbaar nut en ook de juridische relaties worden gestabiliseerd die op dit beleid zijn gebaseerd;

Gelet op het feit dat dit beginsel reeds op 28 oktober 2010 werd bevestigd door het sluiten van het bovenvermelde samenwerkingsakkoord en dat de wil van deze Regeringen erin bestaat om de begindatum van de legislatuur 2014-2019 te nemen, namelijk 24 juli 2014, als datum voor de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat de reglementeringen van de ondertekenende partijen van dit akkoord werden aangepast om de kosteloze detacheringen mogelijk te maken;

Overwegende dat de Regeringen van de ondertekenende partijen de kosteloze detacheringen tot het personeel van de instellingen van openbaar nut wensen uit te breiden volgens dezelfde modaliteiten die momenteel gelden voor de reglementeringen die van toepassing zijn op de detacheringen in de kabinetten van de leden van de betrokken Regeringen;

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Paul Magnette, en in de persoon van haar Minister van Ambtenarenzaken, de heer Christophe Lacroix,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van haar Minister van Ambtenarenzaken, de heer André Flahaut,

en

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College, in de persoon van haar Voorzitter, Mevr. Fadila Laanan, en in de persoon van haar Minister van Ambtenarenzaken, Mevr. Cécile Jodogne,

Hieronder deelgenoten in het akkoord genoemd, zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. De Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie stemmen in met de kosteloze detachering van de personeelsleden van hun Diensten in de kabinetten van de Ministers van de Regering en van de Leden van het College vanaf de datum van inwerkingtreding van dit akkoord.

Art. 2. De Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap, en het College van de Franse Gemeenschapscommissie stemmen ook in met de kosteloze detachering van de personeelsleden van hun respectievelijke instellingen van openbaar nut in de kabinetten van de Ministers van de Regering en van de Leden van het College vanaf de datum van inwerkingtreding van dit akkoord.

Art. 3. De detacheringen van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, met inbegrip van de detacheringen in de kabinetten van de leden van het College van de Franse Gemeenschap van de Franse Gemeenschapscommissie geschieden rekening houdend met de modaliteiten bepaald in de besluiten betreffende de ministeriële kabinetten.

Art. 4. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking op 24 juli 2014.

Brussel, 23 juli 2015.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. LACROIX

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-Présidente,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Ambtenarenzaken,
Mevr. C. JODOGNE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31817]

9 NOVEMBRE 2015. — Décision du directeur général de Bruxelles Développement urbain accordant délégation de pouvoir et de signature dans la matière des allocations de logement

Le Directeur général de Bruxelles Développement urbain,

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes ;

Vu l'ordonnance du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relatif aux délégations de signature en matières financières accordées aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002, articles 6 et 7 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2013, instituant une allocation de logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mars 2015 réglant le changement d'appellation du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2014 accordant délégation de pouvoir et de signature pour la gestion administrative et financière des allocations de logement, articles 1^{er}, § 1^{er} et 2 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31817]

9 NOVEMBER 2015. — Beslissing van de directeur-generaal van Brussel Stedelijke Ontwikkeling tot delegatie van bevoegdheid en tekenbevoegdheid inzake herhuisvestingstoelagen

De Directeur-generaal van Brussel Stedelijke Ontwikkeling,

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 maart 1999 betreffende de delegatie van tekenbevoegdheid voor financiële aangelegenheden aan ambtenaren-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002, artikelen 6 en 7°;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 houdende vaststelling van haar werking en tot vaststelling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2013 tot instelling van een herhuisvestingstoelage;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2015 tot regeling van de naamswijziging van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Ministerieel besluit van 31 januari 2014 tot delegatie van bevoegdheid en tekenbevoegdheid voor het administratieve en financiële beheer van de herhuisvestingstoelagen, artikelen 1, § 1 en 2;